

dossier spécial

Texte :
Walton Pantland



GLENCORE

UN GÉANT DES MATIÈRES PREMIÈRES DÉNUÉ D'ÂME

Après avoir survécu à une expérience de mort imminente en 2015, les actions de Glencore tiennent le haut du pavé sur les marchés mondiaux : l'entreprise vient de publier ses meilleurs résultats de tous les temps. Une des raisons en est son ascendant sur la fourniture de cobalt, un minerai essentiel utilisé dans les batteries de smartphones et de véhicules électriques. Le prix du cobalt s'envole et Glencore en contrôle la fourniture par le biais de gigantesques activités en République Démocratique du Congo (RDC).



1

“

Pour Glencore, les travailleurs sont une ressource jetable et remplaçable, comme une autre.



2

Lorsqu'IndustriALL Global Union s'est rendue en RDC en février 2018 pour rencontrer les sections syndicales des mines de Glencore, l'entreprise nous a interdit l'accès à ses sites et des forces de sécurité ont tenté d'interrompre une réunion syndicale dans une église et d'en arrêter les organisateurs. Qu'ont-ils à cacher ?

L'an dernier, les Paradise Papers ont révélé que Glencore avait versé des sommes énormes à un intermédiaire corrompu pour obtenir des intérêts miniers en RDC. S'ajoutant à sa réputation de corruption, d'abus des droits humains et de dégradation de l'environnement, la manière dont Glencore traite sa main d'œuvre, en RDC et sur plus de 150 sites d'exploitation de par le monde, est un scandale qui n'a pas attiré l'attention qu'il mérite.

L'entreprise emploie directement 83.679 personnes dans le monde, pour un total de 145.977 en ajoutant les sous-traitants. Glen Mpuwane, Directeur d'IndustriALL pour le secteur des mines, déclare :

“Pour Glencore, les travailleurs sont une ressource jetable et remplaçable, comme une autre.”

Ceux-ci comprennent les mineurs du site Oaky North de Glencore en Australie qui ont été lock-outés pendant 230 jours, ceux de CEZinc au Canada qui ont dû faire grève pendant neuf mois

pour empêcher une razzia sur leurs pensions, la perte de milliers d'emploi par la précarisation en Zambie, une vague d'accidents évitables à la mine du Cerrejón en Colombie et les conditions de travail impitoyables en RDC.

CAMPAGNE GLENCORE D'INDUSTRIALL

Lors de la réunion de son Comité exécutif au Sri Lanka en octobre 2017, IndustriALL a lancé une campagne contre Glencore. Cela faisait suite à des années de tentatives infructueuses d'établir un dialogue mondial avec l'entreprise pour résoudre des crises liées aux droits des travailleurs et à la santé et la sécurité au sein de ses activités partout dans le monde.

S'exprimant lors du lancement de la campagne, Tony Maher, Président national de notre affilié australien, le CFMEU (Syndicat de la Construction, des industries forestières, des mines et de l'ingénierie), a déclaré :

“Glencore en tant qu'entreprise est dénuée d'âme. C'est une compagnie façon Frankenstein, constituée au départ de corps disparates recousus ensemble.”

Glencore est une sorte d'hybride dont le seul but est de faire de l'argent, un colosse du monde des affaires avec une mainmise sur des ressources mondiales.

L'entreprise a bâti un réseau extrêmement complexe de quatre-vingts filiales ou davantage sur les cinq continents, en ayant recours à des sociétés écrans, des partenariats et des comptes offshore pour rendre les transactions opaques et éluder les taxes, tout en travaillant avec des intermédiaires corrompus pour avoir accès à certaines ressources.

Les syndicats qui représentent les travailleurs et travailleuses en Argentine, en Australie, en Bolivie, au Canada, au Chili, en Colombie, en RDC, en Allemagne, en Italie, en Norvège, au Pérou, en Afrique du Sud, au Royaume-Uni et en Zambie se sont rassemblés pour coordonner leurs actions contre l'entreprise : beaucoup ont été confrontés à l'arrogance et à l'intransigeance de Glencore dans leurs pays respectifs.

Kemal Özkan, Secrétaire général adjoint d'IndustriALL, déclare :

“Le but de la campagne est de confiner le monstre, de l'empêcher de faire davantage de dégâts. Les affiliés d'IndustriALL cherchent à négocier avec l'entreprise à niveau mondial, afin de créer un mécanisme transparent pour résoudre les conflits quand ils se présentent.”

PROFIL D'ENTREPRISE

Le passé criminel de Glencore (son fondateur a figuré sur la liste des dix personnes les plus recherchées par le FBI pendant près de 20 ans) et son mépris permanent pour la loi font que l'entreprise essaie de conserver un profil bas et de rester loin des projecteurs. Mais récemment, depuis son passage en bourse en 2011 ainsi que les fuites des Panama Papers, des Paradise Papers et des courriels d'Hilary Clinton, davantage d'informations sur l'entreprise ont éclaté au grand jour.

Glencore, appelée à l'origine Marc Rich + Co, a été fondée en 1974 par Marc Rich, un négociant en matières premières belgo-américain. Avant Rich, la production et le commerce du pétrole étaient dominés par de grosses entreprises bien établies comme BP et Exxon, qui passaient des marchés à long terme avec des gouvernements stables. Rich s'est rué dans des zones de conflit avec de l'argent emprunté pour conclure des marchés avec des notables pour acheter du pétrole en direct. Rich a apporté deux grandes innovations dans le commerce mondial des matières premières : le défi aux lois internationales et l'utilisation de l'effet de levier, à savoir acheter avec de l'argent emprunté et revendre avec un bénéfice, pour accaparer des marchés lucratifs.

La fortune de l'entreprise s'est construite sur l'évasion fiscale et le contournement des sanctions : Rich a défié les embargos commerciaux internationaux pour commercer avec des régimes parias de tout l'éventail politique, y compris l'Iran durant la crise des otages, la Libye de Kadhafi, le Chili de Pinochet et l'Afrique du Sud sous l'apartheid. Rich a également conclu des marchés avec la Corée du Nord de Kim Il Sung, la Yougoslavie de Slobodan Milosevic et les Philippines de Ferdinand Marcos ainsi que, par le biais de Gilbert Chagoury, convaincu de blanchiment d'argent, avec Sani Abacha au Nigeria.

Jamais regardant quant aux origines de sa richesse, Rich a affirmé que briser l'embargo de l'ONU sur l'Afrique du Sud a conduit au “plus important et plus rentable” de tous ses marchés jamais conclus.

Dans les années 1980, Rich a travaillé avec les services secrets israéliens, le Mossad, pour mettre sur pied un oléoduc secret pour vendre du pétrole

iranien à Israël. En 1983, Rich a été mis en accusation aux États-Unis pour évasion fiscale, escroquerie, commerce avec l'ennemi et pratiques de commerce illégales. Fugitif aux yeux de la justice, et pendant près de deux décennies sur la liste des dix personnes les plus recherchées par le FBI, il a fuit en Suisse.

Bien que Rich a été amnistié de manière controversée par Bill Clinton au dernier jour de son mandat en 2001, le siège de Glencore reste dans le canton de Zoug, en Suisse. Quoi qu'elle soit la plus grande entreprise de Suisse et au 16e rang du classement Fortune Global 500 des plus grandes entreprises, Glencore préfère conserver un profil bas.

En 2011, l'entreprise est passée en bourse et est cotée sur trois places : Londres, Hong Kong et Johannesburg. La cotation en bourse a obligé à un plus haut degré d'éthique et les transactions opérées par Glencore sont maintenant plus largement suivies. Le prospectus de l'entreprise était sans détours quant à sa stratégie qui consiste à opérer dans des environnements volatiles et à hauts risques.

Laura Carter, responsable régionale d'IndustriALL pour l'Amérique latine, a beaucoup d'expérience avec Glencore :

“

Glencore profite de la misère d'autrui. C'est un ogre aux pieds de ballerine, qui fond sur les pénuries et les catastrophes avec une précision chirurgicale.



Le modèle d'entreprise est d'emprunter de l'argent pour acheter des parts de blocage de matières premières, pour en influencer le prix et potentiellement faire d'énormes bénéfices. Glencore pratiquait à l'origine essentiellement le négoce du pétrole, mais s'est ensuite dirigé vers le charbon, le zinc, le cuivre, le plomb, le nickel, les ferro-alliages, le fer, l'aluminium et les produits agricoles.

Voyant un intérêt à contrôler aussi bien la production que le commerce, Glencore a commencé à investir dans la compagnie minière Xstrata en 1990. En 2013, Glencore a fusionné avec Xstrata, qui était alors la plus



5

En août 2017, en **Colombie**, le syndicat Sintracarbón a rapporté qu'en moins d'un mois il y avait eu **13 accidents du travail** sur le site d'exploitation de charbon à ciel ouvert du Cerrejón, dont cinq en une seule journée. Tragiquement, et inévitablement, ce n'était qu'une question de temps avant que quelqu'un ne soit tué. **Le 25 janvier 2018, Carlos Urbina Martinez est mort d'un accident dans cette mine.**

Les problèmes au Cerrejón ne datent pas d'aujourd'hui. La Colombie est un autre de ces pays, richement dotés en ressources naturelles et déchirés par les conflits qu'affectionne Glencore. Déjà en 2006, il y avait des soupçons de corruption et de graves violations de droits humains, le syndicat local accusant la compagnie d'expropriations forcées et d'avoir évacué des villages entiers pour permettre d'extension de la mine, avec la complicité des autorités colombiennes.

EXTERNALISATION ET SOUS-TRAITANCE

Comme de nombreux autres employeurs, Glencore précarise ses salariés pour éluder ses responsabilités, laissant 62.000 de ses travailleurs et travailleuses, ainsi que leurs familles, en dehors de la sécurité d'un contrat permanent, de la perspective d'une pension et d'une couverture santé. Au cours des dernières années, la proportion des sous-traitants par rapport aux salariés permanents a grimpé alors que l'emploi global est en diminution.

En 2016, le Cerrejón a reçu une amende de 2 millions de dollars pour recours illégal et excessif à la sous-traitance. Les syndicats de Bolivie rapportent que l'entreprise emploie des sous-traitants alors que c'est illégal et engage des travailleurs sous la classification "salariés de confiance" pour

limiter leurs possibilités de se syndiquer ou de faire grève.

Selon le Syndicat des mineurs de **Zambie**, environ la moitié des travailleurs et travailleuses de l'exploitation de cuivre Mopani de Glencore en Zambie sont des **précaires qui perçoivent en moyenne un tiers du salaire d'un salarié permanent**. Ceci en dépit de l'affirmation de Mopani selon laquelle elle vise à verser pour chaque salarié sous-traitant 80% d'un salaire de permanent.

BRISER LES RELATIONS SOCIALES

Une plainte fréquente des travailleurs et travailleuses de Glencore est que l'entreprise refuse de négocier de manière centralisée, même à niveau d'un pays, et qu'il n'y a aucune cohérence au niveau des conditions d'emploi sur les différents sites. L'entreprise dispose d'une série de sites en Afrique du Sud où les syndicats locaux font campagne pour une convention au niveau de l'entreprise.

Bien que Glencore prétend être "engagée à travailler honnêtement et ouvertement avec les syndicats sur nos sites et à traiter les salariés avec respect", la réalité est très différente.

Au lieu de négocier de bonne foi avec eux en tant que représentants de sa main d'œuvre, Glencore tente activement de briser les syndicats.

En **Australie**, les travailleurs et travailleuses de la mine Oaky North ont été lock-outés par l'entreprise pendant plus de 230 jours pour avoir résisté à un plan visant à remplacer les salariés permanents par des sous-traitants. Plutôt que de faire une offre équitable, l'entreprise a choisi le lock-out de sa main d'œuvre.

“

Glencore en tant qu'entreprise est dénuée d'âme. C'est une compagnie façon Frankenstein, constituée au départ de corps disparates recousus ensemble.

Les travailleurs ont été punis et ont subi des intimidations pour s'être opposés aux vues de l'entreprise. **L'organe officiel de médiation du travail australien, la Fair Work Commission, a dû ordonner à l'entreprise de cesser son espionnage des travailleurs et son refus de leur permettre de porter des T-shirts aux couleurs du syndicat.** Les travailleurs et leurs familles étaient suivis en ville jusqu'à leurs habitations et filmés lors d'événements publics par des agents de sécurité privés employés par l'entreprise. Des travailleurs ont dit que des agents de sécurité avaient filmé leurs enfants à la plaine de jeu.

Glencore utilise ses salariés comme outil politique. En 2017, la société Copperbelt Energy, qui fournit l'électricité aux compagnies minières en Zambie, a augmenté ses prix. Mopani a cessé ses activités et menacé le gouvernement zambien de licencier 4.700 salariés, arguant que la hausse des tarifs de l'électricité aurait un énorme impact sur son budget.

LA QUÊTE DU COBALT : GLENCORE EN RDC

L'exemple le plus cru de la manière dont Glencore traite ses salariés se trouve probablement en RDC. Immense pays souvent sans foi ni loi, la RDC produit un éventail de minerais extrêmement précieux, dont le cobalt et le cuivre. La RDC est au centre de la fortune retrouvée de Glencore et une grande partie des récents succès de l'entreprise dépend des activités qu'elle y mène.

En 2012, Glencore a été mise à l'index pour avoir acheté du cuivre extrait par de la main d'œuvre enfantine. Elle a beaucoup travaillé depuis à améliorer son image, mais la condition des travailleurs qui extraient ces minerais parmi les plus précieux de la planète reste misérable.

Selon les fuites des Paradise Papers, Glencore a prêté 45 millions de dollars au controversé milliardaire israélien Dan Gertler pour son aide dans l'obtention de concessions minières à bon prix de la part de la compagnie étatique Gécamines, permettant à Glencore d'épargner 440 millions de dollars.

Glencore lui a encore versé 960 millions de dollars supplémentaires pour racheter ses parts dans ces mines. Gertler est lié à toute une série d'accusations de corruption et est sous le coup de poursuites criminelles en Suisse. Le Trésor américain l'a sanctionné

en décembre 2017, affirmant que la corruption dont il était responsable avait coûté 1,3 milliard de dollars à la RDC.

Depuis qu'elle a acquis ces parts, Glencore emploie environ 15.000 personnes en RDC, par le biais de ses filiales Mutanda Mining et Katanga Mining. Elle a l'intention de doubler sa production de cobalt au cours des toutes prochaines années.

Sept ouvriers sont morts chez Katanga en 2016 lors de l'éboulement de la paroi d'une mine à ciel ouvert. Une mission menée en février 2018 par IndustriALL sur les activités de Glencore dans la région de Kolwezi a mis en lumière une situation horrifiante. **Les travailleurs disent être traités comme des esclaves, livrés aux dangers et exposant leurs familles à des maladies professionnelles, car ils n'ont pas d'installations pour se laver.**

"Nous sommes si sales lorsque nous rentrons chez nous que nous ne pouvons pas prendre nos enfants dans les bras," a confié un travailleur.

L'abjecte pauvreté de la région sautait aux yeux. Le cobalt, essentiel à la production de nombreux produits de haute technologie, est très précieux et pourtant, presque toute cette richesse est absorbée par des entreprises étrangères, ou sur place par le biais de la corruption et avec la complicité des entreprises étrangères.

Glen Mpfungane précise :



Nous avons été frappés par la pauvreté désespérante de la population de Kolwezi et le manque de développement et d'infrastructures. Le contraste avec l'immense richesse de Glencore est net. Il est d'une grande ironie que les acheteurs de voitures électriques, conscientisés aux problèmes d'environnement, dépendent d'une chaîne d'approvisionnement bâtie sur le pillage environnemental et social de Glencore.

Glencore a interdit à IndustriALL l'accès à ses sites et lorsque la section locale du TUMEC a organisé une réunion dans une église, des forces de sécurité ont tenté de la disperser et d'en arrêter les organisateurs.



© Byline Urban Andersson

Il est possible de produire du cuivre et du cobalt en en tirant du bénéfice, tout en respectant les droits des travailleurs. Umicore, dont le siège est en Belgique, est un concurrent de Glencore, produisant également du cobalt, du lithium et d'autres minerais précieux.

Mais cette entreprise a signé un accord-cadre mondial sur le développement durable avec IndustriALL, qui couvre 14.000 travailleurs dans 38 pays. Cet accord couvre également la durabilité, l'entreprise augmentant son implication dans l'extraction de matériaux par le recyclage d'équipement électronique.



- 1 Réunion des mineurs de Glencore en RDC. *IndustriALL*
- 3 Glen Mpfungane s'adresse aux mineurs de l'opération de Glencore en RDC. *IndustriALL*
- 4 Le Syndicat des mineurs de Zambie protestent contre Glencore. *IndustriALL*
- 5 En Australie, la division minière et énergie du CFMEU proteste au bureau de Glencore à Brisbane. *CFMEU*
- 6 Pancarte de manifestation à l'AG de Glencore à Zug. *IndustriALL*